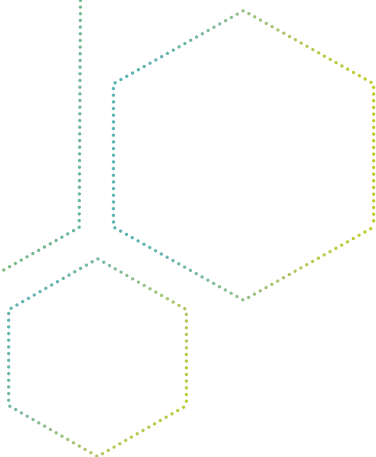




**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

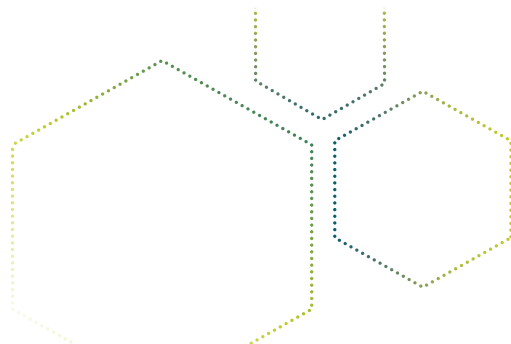


FOURNITURES ET SERVICES DES SALLES D'AUDIENCE DE L'INPI

LOT 2 : FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIER

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)



SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	4
2	PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ	4
3	ALLOTISSEMENT	4
4	DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
5	CONDUITE D'OPÉRATION	4
6	MAITRISE D'ŒUVRE	4
7	CONTROLE TECHNIQUE	5
8	COORDINATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	5
9	PRIX DES PRESTATIONS	5
9.1	Contenu des prix	5
9.2	Déclenchement des prestations	6
10	BONS DE COMMANDE	6
10.1	Modalités de passation	6
10.2	Modalités d'annulation	6
11	RÈGLEMENT DES COMPTES	7
11.1	Remise des factures à l'INPI	7
11.2	Modalités de règlement	7
11.3	Délai global de règlement	8
12	AVANCE	8
13	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
14	MISE À DISPOSITION DE MOBILIER DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE	8
15	VÉRIFICATIONS ET ADMISSIONS	9
16	PÉNALITÉS	9
16.1	Dispositions générales	9
16.2	Pénalités pour retard	9
16.3	Pénalité pour non-respect des délais de production des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé	9
16.4	Retenue pour absence d'évacuation d'emballages	9
16.5	Dispositions particulières relatives au travail dissimulé	9
17	CESSION DE CRÉANCE	10
18	PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR	10
19	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	10
20	CONFIDENTIALITÉ	10

21	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS	10
21.1	Correspondant de l'INPI	10
21.2	Obligation de discrétion	11
21.3	Transfert des droits et obligations du titulaire	11
22	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE/sociale	11
23	DOCUMENTS À PRODUIRE	11
24	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER	11
25	RÉSILIATION	12
26	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	13
27	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
28	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	13

1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture et l'installation de mobiliers dans le cadre de l'aménagement de salles d'audience au rez-de-chaussée du siège de l'INPI à Courbevoie.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.

2 PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande, en application des dispositions de l'article L 2125-1-1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2126-14 du Code de la commande publique, conclu sans montant minimum mais avec un montant maximal de 42 000 € HT. Les prix de la partie unitaire sont ceux figurant au bordereau des prix du titulaire.

3 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en lots ainsi définis :

1. Fournitures, installations et mises en service d'équipements audiovisuels ;
2. Fournitures et installations de mobilier

Seul le lot n° 2 fait l'objet de la présente consultation.

Le lot n°1 ne fait pas partie de la présente procédure. Il a déjà fait l'objet d'une consultation séparée.

4 DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le présent marché est conclu pour une durée allant de la notification du marché à la fin de la garantie de 1 an, qui court à partir de la décision d'admission des fournitures, conformément à l'article 33 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution du marché s'étend depuis sa notification (actuellement envisagée mi-mai 2026) jusqu'à la décision d'admission des dernières fournitures livrées, dont la date-butoir est fixée au plus tard au 5 septembre 2026.

5 CONDUITE D'OPÉRATION

La conduite d'opération est réalisée en interne par le maître d'ouvrage :

Service de l'Environnement du Travail
Institut National de la Propriété Industrielle
15 rue des Minimes,
CS 50001
92677 COURBEVOIE CEDEX

Responsable du pôle Immobilier :

Bernard LIGEN

6 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet IDONEIS :

Madame Manon COUVREUR, cheffe de projet

- 18 rue Albert-Einstein
- 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base, bâtiment réhabilitation-réutilisation, avec missions complémentaires EXE et OPC.

7 CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôle technique est assurée par :

BUREAU ALPES CONTROLES
Green Park
15 rue du Vieux-Pont
92000 NANTERRE

Missions :

- L : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- S : relative à la sécurité des personnes dans les constructions ;
- PI : Contrôle de la conformité de solidité des ouvrages dissociables ;
- LE : relative à la solidité des existants ;
- PH : Relative à l'isolation phonique des constructions ;
- F : relative au fonctionnement des installations ;
- GTB : Relative à la gestion technique des bâtiments ;
- Hand Ass. M.OUV : Assistance maîtrise d'ouvrage sur les aspects handicapés ;
- Hand At. Hand : Attestation finale Handicapés ;
- LEVEE DES RESERVES : Levée des réserves en matière de sécurité incendie pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
- PV : Recollement des procès-verbaux d'essais de réception.

8 COORDINATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 2 est assurée par :

QUALICONSULT SECURITE
12 rue des Peupliers
92752 NANTERRE

9 PRIX DES PRESTATIONS

Les prix de fournitures sont fermes et définitifs.

9.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché de sorte qu'aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire, notamment :

- La livraison jusqu'aux locaux concernés, y compris toute sujétion d'adaptation des véhicules de livraison aux contraintes d'accessibilité du site ;
- L'installation suivant les plans (configuration « Tribunal ») ;
- L'évacuation de l'ensemble des emballages et leur recyclage.

Les prestations s'exécutent par application aux quantités réellement exécutées des prix indiquées dans le bordereau des prix unitaires.

9.2 Déclenchement des prestations

Les prestations basées sur des prix unitaires fixés au BPU seront exécutées à la demande du pouvoir adjudicateur, au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins et rémunérées par application des prix fixés au BPU.

10 BONS DE COMMANDE

10.1 Modalités de passation

Le cas échéant, les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande précisera, a minima, les informations suivantes :

- La référence du marché (objet, numéro et date de notification du marché)
- La date et le n° de la commande
- L'objet des prestations commandées
- Les références de prix concernant les prestations commandées
- La quantité demandée
- Le délai d'exécution de la prestation en jours ouvrés
- Les prix unitaires H.T.
- Le montant total H.T.
- Le montant de la TVA
- Le montant T.T.C.

Chaque bon de commande sera obligatoirement visé par un représentant de l'INPI dûment habilité (toute commande faite dans d'autres conditions n'aura aucune valeur d'engagement).

Les bons de commande pourront s'exécuter jusqu'à 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part à compter de sa date de notification

Seuls les bons de commande notifiés par le représentant de l'INPI pourront être honorés par le Titulaire.

10.2 Modalités d'annulation

L'INPI se réserve la possibilité d'annuler tout ou partie des bons de commande émis dans le cadre du présent marché. En cas d'annulation d'un bon de commande, quel qu'en soit le motif, le titulaire du marché pourra prétendre au paiement de l'ensemble des frais effectivement engagés et dûment justifiés jusqu'à la date de notification de cette annulation.

En outre, l'INPI pourra verser au titulaire une indemnité forfaitaire égale à 5% du montant hors taxes du bon de commande annulé, à titre de compensation des préjudices subis, notamment les frais administratifs, logistiques et commerciaux afférents à cette annulation. Cette indemnité sera versée sur demande écrite et justifiée du titulaire, accompagnée de tous les éléments permettant d'apprécier le bien-fondé de sa demande.

Cette indemnité ne fait pas obstacle à la demande éventuelle de réparation intégrale en cas de préjudice supérieur dûment justifié.

Aucune indemnité forfaitaire ne sera versée au titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations contractuelles : en cas de manquement de la part du titulaire à ses obligations contractuelles, notamment en matière de délais.
- Force majeure : en cas de survenance d'un événement de force majeure, dûment constaté, rendant impossible l'exécution du bon de commande.
- Intérêt général : pour des motifs d'intérêt général, notamment en cas de modification substantielle des besoins ou des moyens du Pouvoir adjudicateur.
- Résiliation du marché principal : en cas de résiliation, pour quelque motif que ce soit, du marché principal auquel se rattache le présent bon de commande.

11 RÈGLEMENT DES COMPTES

11.1 Remise des factures à l'INPI

11.1.1 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, fixée par les modalités du Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ;
- par dépôt au format PDF ;
- par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFENV
- Engagement(s) :
 - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;

Et/ou

- Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....

Et/ou

- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/XX.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

11.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- le numéro de l'engagement juridique commençant par E202,
- la nature, le prix des prestations réalisées,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

11.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures et après service fait, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

11.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

12 AVANCE

Une avance de 10 % pourra être accordée au titulaire, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

$$\text{Avance} = \text{Montant du lot concerné} \cdot 10 \%$$

Elle sera réglée sans formalité dans un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la notification du marché au titulaire.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique. Il s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débutera quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

13 EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations relatives au présent lot démarreront à compter de la notification du marché.

En complément des dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de transmettre à l'INPI (Service de l'Environnement du Travail, M. LIGEN), sous 7 jours calendaires à compter de la notification du présent marché, l'identité et les coordonnées de la personne physique chargée de le représenter auprès de l'INPI.

Afin de permettre à l'INPI de choisir les matériaux et coloris dans la gamme du fournisseur, des palettes d'échantillons complètes seront mises à disposition du Service de l'Environnement du Travail sous 15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

Le choix de matériaux et de couleurs seront notifiés au fournisseur au plus tard le 30 juin 2026.

Le fournisseur est prié d'informer le Service de l'Environnement du Travail de la date prévisionnelle de livraison des fournitures dès qu'il en a connaissance et au minimum 48h à l'avance.

Les modalités pratiques de livraison sont précisées dans le PGC SPS et dans le CCTP.

14 MISE À DISPOSITION DE MOBILIER DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE

En cas de retard dans la livraison des fournitures, au-delà de la date-butoir fixée au 5 septembre 2026, telle qu'indiquée à l'article 4 ci-dessus, le titulaire s'engage, à ses frais, à mettre immédiatement à disposition de l'INPI des mobiliers équivalents permettant le maintien des audiences dans les conditions prévues. Ces mobiliers équivalents devront être conformes aux exigences de l'INPI et être fonctionnels pour garantir la bonne tenue des audiences.

Les mobiliers équivalents seront repris par le titulaire lors de la livraison des mobiliers définitifs, tels que choisis par l'INPI, sans frais supplémentaires pour ce dernier.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

15 VÉRIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les vérifications des fournitures de mobilier se font à réception et font l'objet d'un bordereau d'admission des fournitures (Formulaire EXE3, ou équivalent).

16 PÉNALITÉS

16.1 Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités seront applicables sans montant minimal et avec un montant maximal de 10% du montant total hors taxes du marché, avenants compris.

Elles sont toutes applicables sans mise en demeure, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre ou du Service de l'Environnement du Travail de l'INPI.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Les dysfonctionnements constatés dans l'exécution du contrat sont signifiés au titulaire par courrier électronique permettant d'attribuer une date précise. Les personnes habilitées à constater les dysfonctionnements sont le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage.

Ces dysfonctionnements font l'objet de sanctions qui prennent la forme de pénalités définitives.

16.2 Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est appliqué une retenue de 1% du montant HT pour les fournitures et les prestations d'installation et/ou de mise en service, figurants dans le BPU, par jour calendaire de retard.

Cette retenue, précomptée sur la situation présentée après constat, peut être libérée sur les situations suivantes, si l'entreprise rattrape son retard par tout moyen (renforcement des effectifs sur site, allongement des horaires de travail, etc...). Dans le cas contraire, elle reste acquise au maître d'ouvrage.

16.3 Pénalité pour non-respect des délais de production des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé

Il sera appliqué une pénalité d'un montant de 100 € HT par jour calendaire de retard, sur simple constat du coordonnateur.

16.4 Retenue pour absence d'évacuation d'emballages

La totalité du montant des fournitures, dont les emballages sont restés sur le site de livraison, est retenue jusqu'à leur évacuation complète.

16.5 Dispositions particulières relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant forfaitaire égal à 1000 euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des

pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

17 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

18 PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

19 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

20 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel.

21 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

21.1 Correspondant de l'INPI

Conformément aux dispositions de l'article 15 ci-dessus, le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

Le suivi de l'exécution du marché sera assuré si besoin par l'organisation d'éventuelles réunions périodiques dont la fréquence sera fixée dès la notification du marché.

21.2 Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, données et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit, notamment, toute utilisation des données ainsi que toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents ou de données à des tiers sans l'accord préalable de l'INPI.

21.3 Transfert des droits et obligations du titulaire

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. Sinon le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité à profit du titulaire.

22 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE/SOCIALE

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, il est attendu que le titulaire privilégie l'utilisation de matériaux éco-responsables, dans la mesure du possible, afin de réduire l'impact environnemental du projet. Le choix de ces matériaux sera pris en compte dans l'évaluation de l'offre technique, sur la base d'un sous-critère « qualité environnementale » spécifié dans le règlement de la consultation et noté sur 10 points.

Le titulaire devra fournir, avec son offre technique, les certificats de conformité relatifs aux matériaux proposés. Ces certificats permettront de valoriser la performance environnementale de l'offre et seront pris en compte dans l'attribution des points d'un des sous-critères.

23 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

24 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

25 RÉSILIATION

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

- Pour difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

- Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

- Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 22 du CCAG-FCS.
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-FCS ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG-FCS ;

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG-FCS ;
- L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, le titulaire devra restituer tous les enregistrements réalisés à l'INPI.

26 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

27 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

28 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
--	---

16.1	14.1.3
16.2	14.1.1

L'acte d'engagement déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



www.inpi.fr



INPI Direct

+33 (0)1 56 65 89 98



INPI France

inpi
FRANCE